

LE COMBAT SYNDICALISTE

Bimestriel Anarcho-syndicaliste de la CNT-AIT de Midi-Pyrénées

La lettre du C.D.E.S. (ISSN 140-0009 - CFP 2217)

TERRORISME & POUVOIR

Un génocide sans importance. Tortionnaires sans frontière.



A chaque élection sa manipulation. Arrêtez les contrôles et les expulsions. Démissionnaires virtuels. Cheminots. Travail en milieu psycho-médico-social. Pilule amère. Religions : crimes contre l'humanité. Réflexions militantes. Non à la peine de mort lente. Tu votes, ils décident. Le travail c'est la santé ?

N° 85 - Avril Mai 2004 1.5 euros

LA LETTRE DU C.D.E.S
bulletin du réseau
Le Combat Syndicaliste
Bimestriel de l'union régionale
Midi-Pyrénées de la CNT-AIT

ABONNEMENT UN AN

Tarif normal : 7.5 euros

Abonnement de soutien :

15 euros ou plus

Libellez vos chèques à l'ordre de :

CDES, CCP 3 087 21 H Toulouse

et envoyez les à l'adresse ci-dessous

POUR CONTACTER LE JOURNAL

Le Combat Syndicaliste

7, rue St-Rémy

31000 Toulouse

Tél. Fax : 05 61 52 86 48

LES ARTICLES EN LIGNE

<http://cnt-ait.info>

(animé par la CNT-AIT de Toulouse)

SECRETARIAT REGIONAL

CNT-AIT, B.P. 158

82001 Montauban cedex

AUTRES ADRESSES

Secrétariat de l'AIT

AIT, NSF boks 1977, Vikta, N-0121

OSLO, Norvège.

CNT, Bureau confédéral

B.P. 51142, 34008 Montpellier Cdx1

<http://www.cnt-ait-fr.org>

UR Aquitaine : CNT-AIT, BP. 8176,

64181 Bayonne Cdx, **UR**

Méditerranée : CNT-AIT, Vieille Bourse

du Travail, 13 rue de l'Académie,

13001 Marseille. **UR Normandie** : CNT,

BP 2010, 14019 Caen Cdx. **UR Paris-**

Nord : CNT, BP 352, 75526 Paris Cdx

11. **Rhône-Alpes** : CNT, BP 223,

38405 St Martin d'Hères Cdx.

La Lettre du C.D.E.S

ISSN 1240-0009 CPPAP 72171

Directeur J. Pastor IMPSPÉ CNT.AIT

Le C.S. est rédigé, réalisé et imprimé à titre militant par des adhérents de la CNT-AIT, chômeurs ou salariés, après leur journée de travail. Nous tenons à remercier tous ceux qui nous envoient des Infos, articles, coupures de presse... qui nous permettent d'enrichir la rédaction.

A CHAQUE ELECTION... ... SA MANIPULATION

Après avoir remporté, avec un score de république bananière, les élections présidentielles, la bande qui gère actuellement le pouvoir d'État vient de perdre, avec des allures de traversée de la Bérézina, les élections régionales. Ce retournement de situation en si peu de temps (moins de deux ans) prouve au moins une chose : le vote, présenté comme l'expression par excellence des citoyens, n'est pas une affaire de convictions mais de pures circonstances. Ou, pour être plus exact, de manipulation de l'opinion. Car c'est ainsi que se fabriquent les circonstances et c'est ainsi seulement que peut s'expliquer la vitesse avec laquelle le flot des voix se retourne et se porte tantôt d'un côté, tantôt de l'autre. Bien sûr, la manipulation ne profite pas toujours à ceux qui ont bandé les ressorts de la machine à tromper (comme en témoignent les dernières élections espagnoles) mais elle profite inmanquablement à l'ensemble de la classe politique. En effet, la dramatisation, l'émotion, la colère rabotent la population vers les urnes alors que la réflexion, l'analyse, la critique les en éloignent.

Les élections régionales qui viennent de s'achever n'ont pas échappé pas aux règles du genre. Face à une opinion que toutes les mesures de régression sociales, même présentées sous les habits trompeurs des "indispensables réformes", commencent à irriter sérieusement, la gauche a laissé entendre que, pour sa part, elle avait des projets bien différents. Ce qui est manipulateur, car sur ce plan là (comme sur beaucoup d'autres) ses projets sont tellement voisins de ceux de la droite qu'il est bien hasardeux de chercher à les différencier. D'ailleurs, il n'y a pas grand effort grand effort de mémoire à faire pour se souvenir que les atteintes aux droits des chômeurs ou la remise en cause des retraites sont un processus continu auquel ont collaboré tous les gouvernements qui se sont succédés depuis bien longtemps en France et que mettent en oeuvre, avec constance dans toute l'Europe, des dirigeants aux couleurs les plus diverses. Seule varie la vitesse du processus, en fonction du rapport de force qui peut s'établir.

Puisqu'on en est à parler d'Europe, voici une information, passée presque inaperçue et qui pourtant aurait mérité d'être portée à la connaissance de chacun. En ces temps où, une fois de plus (quoique plus mollement que la dernière, les meilleurs "trucs" s'usant à l'usage), il a été question de mobilisation électorale pour faire barrage au Front National, l'Autriche apporte un sacré démenti à tous les théoriciens foireux du "barrage par les urnes". Vous vous souvenez du LE PEN Autrichien, Jorg HAIDER, arrivé au pouvoir à Vienne en 2000. L'Europe, politique avait condamné. L'Europe de l'Intelligence s'était indignée. L'une et l'autre avaient crié "Plus jamais ça". Il n'aura pas fallu pourtant bien longtemps pour que "ça" se reproduise, cette fois-ci avec l'aide d'un des adversaires soi-disant les plus déterminés d'hier : "Six jours après les élections régionales en Carinthie (sud de l'Autriche), il aura fallu à peine une douzaine d'heures de négociation pour que les Sociaux-démocrates (le PS autrichien) et le Parti populaire (FP) de Jorg HAIDER se mettent d'accord pour gouverner ensemble pendant les cinq prochaines années" (Libération, 15 mars 2004). Sans commentaire.

Un abstentionniste.

TERRORISME & POUVOIR

« Les barons de France, les clercs et les laïcs,
convirent entre eux qu'en toute cité qui ne voudrait pas
se rendre, tout le monde, dès qu'elle serait prise, serait
passé au fil de l'épée et tué »

[Chronique de la croisade des Albigeois]

On a pu lire, après l'attentat du 11 mars 2004 à Madrid, que ce jour là, "le prix de la vie humaine avait baissé. C'est une analyse d'amnésiques. Oublier les cortèges d'horreurs provoqués par les luttes de pouvoir tout au long de l'histoire, c'est perdre de vue les causes fondamentales qui conduisent aux massacres et se condamner à répéter ad vitam eternam "plus jamais ça" sans que rien ne cesse. L'histoire du terrorisme n'est en effet rien d'autre que l'histoire du pouvoir, de sa conquête, de sa consolidation et de sa défense. Mais l'idéologie dominante a enterré le véritable sens historique et politique de la Terreur pour en galvauder le terme et le détourner de sa signification profonde. Il y a cela plusieurs raisons.

La corrélation entre Terreur et Pouvoir est évidemment de nature à remettre en cause les bases du centralisme et de l'impérialisme qui sont les fondements de l'État, qu'elle que soit sa forme. Par conséquent, l'amnésie est souvent volontaire, car cette corrélation est à l'opposée du discours dominant qui consiste à s'en remettre au Pouvoir pour se protéger de la Terreur. Cette amnésie est nécessaire pour pouvoir présenter les démocraties bourgeoises comme un rempart, grâce à la baguette magique antiterroriste qui serait le bulletin de vote.

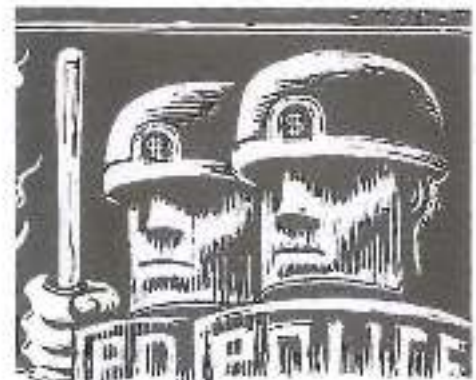
LA DOCTRINE DE LA TERREUR

Pourtant, ces mêmes démocraties sont nées d'une force centripète -le centralisme- et d'une force centrifuge -l'expansionnisme-. Comme tous les États, tyrannies ou démocraties, elles ont organisé ces forces pour imposer les ambitions de la classe dirigeante. Invariablement, cela s'est traduit par l'apparition d'une armée, de forces de répression, qui ont utilisé et qui utilisent la Terreur comme instrument de soumission et d'assujettissement des populations.

Dès la Grèce antique, berceau de la démocratie et cœur de la polis citoyenniste, nous voyons se déchaîner la violence étatiste la plus bestiale. Alexandre de Macédoine, élève d'Aristote, pour assurer son hégémonie en Grèce, fait raser la cité de Thèbes, puis, pour asseoir son autorité sur l'Asie, fait brûler la ville de Persépolis. Dans les deux cas, l'armée macédonienne -qui pratiquait les assemblées générales et le droit de vote- violera, torturera et assassinera systématiquement les habitants.

Gengis-Khan, Ivan le terrible, Pizarre, consolideront leur pouvoir sur de nouveaux sujets par des massacres épouvantables. Dans chacun de ces exemples -et il y en a bien d'autres-, il s'agit de soumettre par la peur les populations en leur infligeant une commotion psychologique terrifiante afin de les écraser sur le plan mental et de leur enlever toute velléité de rébellion ou d'opposition. Ceci est la base de la Terreur politique.

Pour persuader ses propres troupes d'employer la Terreur, le pouvoir va utiliser diverses idéologies. Les nationalismes et les religions ont périodiquement servi de soubassements aux ambitions et aux délires de la tyrannie. Ce fut le cas des croisades. Que dira le légat du Pape pour justifier l'extermination des habitants de Béziers en 1209 ? "Tuez-les tous, Dieu reconnaîtra les siens" ! Pour les mêmes raisons d'intimidation, l'Inquisition dans les pays catholiques, mais également Calvin à Genève, puis les



Jacobins en France mettront cette terreur à l'ordre du jour.

L'Espagne en 1936 va subir une croisade à la fois nationaliste et religieuse. L'Allemagne nazie et la Russie stalinienne amalgameront des notions nationalistes et "scientifiques" pour parvenir à leurs fins ; la "science" faisant dans ce cas office de religion. La propagande massivement utilisée par ces dictatures va s'attacher à justifier la politique de terreur pour pouvoir la revendiquer. Il est en effet important pour les dictateurs que leur cruauté soit connue afin d'affaiblir psychologiquement le camp adverse, pour lui faire peur et le paralyser.

Les stratégies militaristes, dont les finalités sont soit de défendre soit de

SUITE PAGE 4

conquérir un pouvoir, ont toujours pris en compte ce qui précède. Leurs buts, la conquête ou la défense du pouvoir, sont toujours les mêmes. Leurs deux moyens principaux aussi. Le premier vise à impressionner et déstabiliser l'adversaire, c'est la guerre psychologique, dont fait partie la Terreur. Le deuxième cherche à faire l'unité dans son propre camp «autour du chef, autour du pouvoir» contre l'ennemi, c'est le rôle de la propagande.

La doctrine stratégique de l'ère industrielle est une doctrine de Terreur qui associe ces deux composantes en intégrant les technologies nouvelles : les médias et les armements modernes. L'Espagne fut sur ce plan un terrain d'essai. Le général fasciste Queipo de Llano fut le premier à se servir à Séville de la radio à de telles fins de propagande, les bombardements aériens de Madrid, à l'automne 1936, furent avec ceux de Guernica, les premiers bombardements de ce type imposés à une population civile. Ils signeront d'ailleurs la fin de la guerre frontale qui avait atteint son paroxysme durant la guerre de 14-18. Le choc psychologique était également le but recherché lors des bombardements incendiaires sur les populations civiles de Londres, de Dresde ou lors des bombardements nucléaires sur le Japon. Les protagonistes du deuxième conflit mondial ont appliqué les mêmes stratégies, mais, alors que les Alliés appliquent la terreur pour obtenir la soumission, les puissances de l'Axe se sont servi de la terreur non pour soumettre mais pour anéantir et liquider physiquement des populations civiles.

Lors de la guerre froide, on parlait d'équilibre de la terreur pour évoquer une partie de poker diplomatique menée par les dirigeants des grandes puissances qui prenaient en otage la population mondiale. La planète entière a vécu pendant des

décennies sous la perpétuelle menace de bombardements nucléaires. La montée en puissance de cette course aux technologies mortifères, est toujours un facteur important de la croissance du capitalisme qui profite de cette production industrielle. C'est ainsi, sous la pression d'un lobby militaro-industriel, que se sont mises en place les politiques nucléaires «civiles et militaires» du XXème siècle.

MADRID & LA DOCTRINE STRATEGIQUE DE LA TERREUR MODERNE

Le 11 mars 2004, Madrid n'a pas subi un «attentat» mais un bombardement. Que les bombes proviennent d'une soule d'avion ou de valises est effectivement secondaire. Ce qui est essentiel, c'est que ce n'est pas une cible bien déterminée qui était visée mais, bien au contraire, le tout venant. Nous pouvons y reconnaître tous les ingrédients de la doctrine stratégique de la Terreur moderne : le massacre, le choc psychologique, la guerre médiatique, la propagande et la contre-propagande. Et, pour bien signer le tout, on y retrouve également les conséquences politiques qui en découlent, dans la droite ligne de la célèbre phrase de Clausewitz selon laquelle la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens, c'est-à-dire ici le retrait des troupes espagnoles d'Irak. Ceci démontre, si besoin en était, à quel camp appartient Al Quaida : celui des puissances internationales qui règlent leurs différends avec le sang des autres. Nombre de travailleurs et leurs familles, en Espagne, mais aussi en France et dans le reste de l'Europe, ne s'y sont pas trompés : ce sont bien des morts d'ordre pacifistes -et non de vengeance- qui ont dominé les manifestations de solidarité avec les victimes du 11 mars. Mais, la propagande du pouvoir n'a pas non plus perdu de temps pour marteler que la «meilleure arme contre le

terrorisme», c'était le vote. Les élections du 14 mars aux Cortes ont montré qu'une partie des pacifistes espagnols se sont engouffrés derrière ce mot d'ordre. Ils sont là victimes d'une illusion de plus. Pour gagner la paix, il ne suffit pas de gagner une bataille électorale. Le 11 mars est le produit d'un affrontement entre deux impérialismes qui se fait sur le dos des travailleurs du monde entier. Cet épisode de défaitisme réformiste qu'a connu l'Espagne ne doit pas masquer l'essentiel : la paix ne se gagne pas avec un bulletin de vote.

D'abord, parce que le vote peut être le moyen de choisir une politique sanglante. L'exemple du gouvernement israélien, élu dans le respect des règles, qui met l'assassinat politique au rang de mesure de simple police, est là pour le rappeler quotidiennement si besoin en était. Mais surtout parce que la meilleure arme contre la guerre, si c'est de cela qu'on parle, reste les principes de base libertaires qu'il convient encore et toujours de diffuser. Et cela, non seulement parmi les populations de la sphère occidentales, anesthésiées par la propagande, mais également parmi celles sous influence de l'autre camp. Il ne s'agit pas pour les exploités de prendre partie et d'être ballottés dans un camp ou dans l'autre en fonction des épisodes sanglants qui se succèdent. Au contraire, ce n'est que lorsque tous les exploités du monde entier seront convaincus de la perinence de l'internationalisme, du rejet de l'exploitation, de la tolérance entre les êtres humains et de la solidarité que la Paix aura une véritable chance.

LE DROIT DES ASSASSINS

On a vu ci-dessus que pour justifier sa terreur, le pouvoir a besoin d'une propagande efficace. Massacrer autrui simplement parce qu'il est étranger ou mécréant ne suffit pas pour convaincre ses

propres troupes de poursuivre longtemps un massacre. Il est nécessaire de prouver que ce qui lui arrive n'est qu'un châtiment mérité. En clair, il faut affirmer que non seulement l'individu massacré pense mal mais qu'en plus "il l'a bien cherché". Cette justification des guerres et de leurs horreurs, après avoir été le fait des religions et des nationalismes, est maintenant sacralisée par le "droit international" avec le concept de "guerre juste", alors qu'il ne s'agit, ni plus ni moins, que du droit des assassins. Toutes ces arguties juridiques, dont les médias nous rebattent les oreilles, témoignent de la nécessité dans laquelle se trouve le pouvoir de mentir sans relâche et d'inverser le sens des mots.

Ce n'est pas nouveau : Goebbels, ministre hitlérien de la propagande, avait poussé le paradoxe au plus extrême en qualifiant de "terroristes" tous les individus qui résistaient au terrorisme nazi. A sa suite, des milliers de résistants qui ont combattu la terreur blanche, rouge ou brune ont été qualifiés à leur tour de terroristes pour mieux être assassinés. Le même procédé vaut pour toutes les politiques répressives qui atteignent les exploités et épargnant les dirigeants. La lutte contre l'idéologie de la terreur demande d'être très attentifs à tout, y compris aux mots qu'on emploie. Comment accepter en effet que soient qualifiés de "terroristes" ceux qui ne sont en fait que des résistants à l'oppression ?

Comment accepter que soient promus "défenseurs de la liberté" (de la démocratie, de la justice, ou de tout ce que l'on voudra) ceux qui font mourir des milliers et des milliers d'innocents sous des tapis de bombes comme en Irak, qui ont formé des tortionnaires en série comme en Argentine, ou financé l'achat de machettes destinées à découper vivants plus d'un million d'hommes, de femmes et d'enfants au Rwanda ?

Juan Pueblo

TERRORISME D'ETAT

un génocide sans importance

Rien ne distingue un Hutu d'un Tutsi. Ils vivent dans les mêmes zones géographiques, ont la même langue, la même religion, la même culture. Pourtant, dès 1964, le Président de la République du Rwanda, Kayibanda, appelait à préparer "la fin totale et précipitée de la race tutsi". Le racisme ne se nourrit pas de "différences" mais de sa propre monstruosité. Le 6 avril 1994 son successeur, Habyarimana, est abattu dans son avion personnel. Quelques minutes plus tard commence le génocide. Un massacre planifié, organisé, partant du sommet de l'État et descendant en cascade jusqu'à la moindre commune, mené sous la houlette des élites du pays -du ministre à l'instituteur de village. Le génocide des Tutsis du Rwanda sera pratiquement total. Bien rares sont ceux qui ont pu y échapper. Les autres, plus d'un million de personnes -du nourrisson au vieillard- ont été torturés, violés, découpés à la machette. Moins de trois mois ont suffi à les exterminer.

Du début à la fin, les génocidaires rwandais ont pu compter sur deux soutiens essentiels : la République Française et le Vatican.

Ni l'un ni l'autre n'ignoraient quoi que ce soit : ni les préparatifs, ni le déroulement des opérations. Grâce aux subventions françaises, l'armée Hutu était passée entre 1990 à 1994 de 5 300 soldats à plus de 40 000, tandis que les milices du MRND, qui constitueront les plus terribles massacreurs, étaient "formées" par des militaires français. En 1992, des subventions françaises et des prêts garantis par le Crédit Lyonnais permettaient aux autorités Hutu d'acheter pour environ 35 millions de francs d'armes aux égyptiens. De janvier 1993 à mars 1994, quelques 581 000 machettes destinées à "équiper" un tiers des adultes Tutsis sont achetées. Pendant les massacres et après, la grande masse des journalistes, historiens, sociologues, et autres intellectuels français n'a rien trouvé à redire, quoique certains aient trouvé là matière à faire de la poésie en évoquant des "massacres grandioses dans des paysages sublimes" (Jean d'Ormesson, de l'Académie française, Le Figaro, juillet 94), tandis que d'autres (par exemple, Jean-Marie Colombani, Le Monde, 18 juin 94) avaient précédemment repris une part de l'argumentaire Hutu, en l'occurrence une pseudo exclusion des "intellectuels Hutu". Les politiciens ont été encore plus silencieux. Ils partageaient certainement l'analyse de notre Président de la République, François Mitterrand : "Dans ces pays-là, un génocide c'est pas trop important".

Quant à l'église catholique, c'est depuis cinquante ans qu'elle soutient l'ethnisation du conflit. Elle loue les Hutu pour leur "foi catholique sincère et pure". Elle continue à soutenir les prêtres compromis dans le génocide -dont certains ont massacré leurs propres fidèles Tutsis.

Nous avons tiré les informations ci-dessus d'un ouvrage de Jean-Paul Gouteux, dont nous pouvons faire nôtre une des conclusions qu'il tire de ce massacre : "Croire que l'État représente le bien public par définition, par vertu intrinsèque, est une des croyances à la fois la plus folle, la moins étayée par la réalité ... L'identification de l'État au bien public est en grande partie aussi illusoire que la réalité de la démocratie".

(Références : J.P. Gouteux,

"Un génocide sans importance", éditions Tahin party ;

"La nuit rwandaise", éditions Dogorno.)

TERRORISME D'ETAT

Tortionnaires sans frontière

En Argentine, la torture et la barbarie en uniforme ont été pendant des années la doctrine appliquée par l'État : massacres, "disparitions" d'opposants, terreur permanente... le peuple argentin a été tyrannisé sous la botte de "son" armée. Aujourd'hui, les tortionnaires à la retraite (généraux, colonels, politiciens) lâchent, sans état d'âme des informations sur leurs exactions.

Parmi leurs monstrueuses confidences ; celle-ci qui nous concerne au premier point : les criminels ont été longuement formés -avant et pendant leur dictature- par des militaires de la République Française.

Tous rappellent que le point de départ est l'affectation comme formateur auprès de l'US Army du général Paul Aussaresses par l'ex-ministre des armées Pierre Mesmer. Il y a enseigné les techniques qui ont été ensuite appliquées au Vietnam. Deux de ses disciples, le général John Jans et le colonel Carl Bernard rapportent que ces "enseignements" ont entraîné l'assassinat de 20 000 civils vietnamiens au cours du plan Phérix. A partir de là, "l'enseignement français" s'est étendu à toute l'Amérique du Sud. Le général chilien Manuel Contreras témoigne qu'Aussaresses a entraîné à Manaus, Brésil, les tortionnaires de la DINA, et que la dictature de Pinochet entretenait un échange fluide de renseignements avec le gouvernement français de Giscard d'Estaing. Le général Harguindéguy ministre de l'intérieur de la dictature argentine, admet la même chose, tandis que le général Díaz Bessone, ex-ministre de la planification, explique : "Une des formes de transmission des enseignements français a été la lecture de Jean Lartéguy (*Les Mercenaires*, *Les Prétoriens* et



"Les Centurions"), dans les lignes duquel la torture et l'assassinat de prisonniers sont décrits sans euphémisme. Les conseillers français nous ont recommandé ces livres. La méthode d'interrogatoire était explicite".

L'ex-dictateur, le général Bignone, explique qu'il n'a fait qu'appliquer ce que les Français lui avaient appris de la guerre d'Algérie : "C'était une copie : Renseignement, quadrillage du territoire divisé en zones. Les (instructeurs) français faisaient des conférences et des consultations. Ce n'est pas pour rien qu'ils étaient ici. Ils n'étaient pas payés pour ne rien faire".

Le général Carlos Jorge Rosas a joué dans la formation des bourreaux le plus grand rôle. Élève de l'École de Guerre française au milieu des années 1950. "Il en a tiré la conviction de ce que toute la préparation à la guerre classique ne servait à rien... que la guerre révolutionnaire, était tout à fait différente. Il a été sous-directeur de l'École de Guerre et sous-Chef d'État Major, il est à l'origine du fait que nous ayons reçu une

instruction française". Bignone mentionne aussi son amitié avec l'instructeur français Robert Servent, vétéran d'Indochine et d'Algérie qui a fait partie de la mission militaire à Buenos Aires : "Nous sommes devenus très amis, entre 1962 et 1964. A Madrid, on commençait à s'intéresser (à la guerre révolutionnaire). J'ai proposé un exercice qui s'est réalisé pendant la deuxième année. C'était dans une colonie française imaginaire d'Afrique".

Les "meilleurs" élèves officiers argentins finissaient alors leur formation en France, avec un "stage pratique" d'un mois en Algérie car "La lutte contre la guerre révolutionnaire nous intéressait, et son berceau était la France" dit Bignone. Le colonel Alcides López Aufranc avait suivi ces cours. A son retour, il a dirigé à Buenos Aires le premier cours inter-américain de Guerre contre-révolutionnaire, auquel ont participé des officiers de quatorze pays.

Comme l'explique encore Bignone "la façon de s'opposer à la guerre révolutionnaire a été envisagée à partir du modèle français que nous apprenions à connaître par des publications et des officiers qui accomplissaient des stages dans des instituts en France. A la fin des années 60 ont été publiés les premiers règlements pour la lutte contre la subversion, "LC82 Opérations contre les Forces Irrégulières, tomes I, II et III", écrits par nous qui les avons copiés des français. L'influence française a été celle qui nous a tout donné... c'est ce que nous avons appliqué par la suite".

(Références : Marie-Monique Robin "Escadrons de la mort, l'école française", articles de la presse argentine. Une brochure plus complète sur le sujet est en cours de publication par nos soins).

"ARRÊTEZ LES CONTRÔLES ET LES EXPULSIONS !"

Samedi 6 mars 2004, sur la place du Capitole, il y a trois appels à manifester. L'un pour la "Journée de la Femme", l'autre pour les "chômeurs" et le troisième, celui du Rassemblement des sans-papiers. Malgré toutes les organisations qui ont appelé à ces manifestations, on dénombre 200 personnes pour la journée de la femme et une cinquantaine pour les chômeurs. Une centaine de sans-papiers choisissent de rester autonomes, indépendants de ces cortèges récupérés par les électoralistes en campagne. Ils refusent les propositions de cortège commun avec ceux de la CGT et de la FSU, et partent sur leur propre mot d'ordre. "Arrêtez les contrôles et les expulsions !" lançaient-ils. Une dizaine de copains de la CNT-AIT choisissent de se joindre à eux.

Le tract du Rassemblement, distribué depuis quelques semaines, est un des seuls à notre connaissance à dénoncer le flicage au quotidien et notamment sur les marchés, ce dont nous sommes régulièrement témoins, étant tous les dimanches sur celui de St Sernin pour tenir une table de presse militante. Ils le disent avec leurs mots et se sont organisés pour se faire entendre. Nous ne pouvons qu'espérer que leur exemple d'auto-organisation en dehors des partis et des syndicats institutionnels sera suivi par les autres sans-papiers, mais aussi par les chômeurs, les ouvriers et tous les exploités. C'est pourquoi nous reproduisons ci-dessous leur tract.

R.

NB : les médias ont filmé les trois rassemblements mais n'ont pas évoqué les sans-papiers...

NOUS VOULONS LA PAIX

Marché St Sernin, marché de la Faourette : des lieux vivants, populaires, avec des vendeurs, des acheteurs, des badauds...

Débarquement et quadrillage de marchés par les CRS. Inquiétude générale : des vendeurs de puces, style vide-grenier (autorisés depuis très longtemps à St Sernin) s'en vont, des parents partent avec leurs enfants, craignant des bagarres ou des bousculades, le marché se vide, ceux qui restent ne se sentent pas tranquilles.

Ce n'est pas normal que la police soit partout, qu'elle envahisse la vie. C'est comme une armée qui vient surveiller l'ennemi. Mais quel ennemi ?

Quand la police débarque comme ça en masse dans un lieu populaire, elle n'apporte pas la paix et la tranquillité, mais l'inquiétude et l'injustice.

Ils patrouillent, ils contrôlent les papiers, ils arrêtent qui ? Les voleurs ? Ce n'est pas marqué sur les papiers. Non, ils arrêtent les

ouvriers sans papiers. Des CRS pour empêcher des gens de travailler, de gagner honnêtement leur vie, est-ce que c'est ça le travail de la police ? La chasse aux ouvriers sans papiers, c'est une vraie chasse à l'homme, on est traqués dans tous nos lieux de vie : au travail, dans la rue, dans les quartiers... comme des criminels. Nous sommes des ouvriers du pays, pas des ennemis !

Il faut arrêter les contrôles pour trouver les ouvriers sans papiers. Nous travaillons, nous vivons ici, durement, la police doit nous laisser en paix.

Dans les quartiers, les gens vivent difficilement et quand la police débarque comme ça, ça ajoute à l'insécurité. Il n'y a aucune raison valable à quadriller un marché populaire par plusieurs compagnies de CRS, sauf pour faire peur aux gens et criminaliser les habitants. Les désigner comme des ennemis, des suspects. Chacun sait bien que les grands trafiquants sont ailleurs.

La police n'est pas une solution.



Mettre la police partout, c'est une façon pour le gouvernement de fuir ses responsabilités. Au lieu de chercher à résoudre les problèmes, il surveille les gens, s'acharne contre eux et les traite en coupables. Mais la police ne règlera pas la question du chômage, ni celle du logement, de l'école...

Les questions des droits, de la justice, de la paix ne se régleront pas par un déploiement policier, mais par une politique qui compte chacun dans le pays à égalité avec les autres.

Par exemple, la seule façon de régler la question des papiers, c'est de donner aux ouvriers sans papiers les droits de leur travail en les régularisant.

**SI ON VEUT LA PAIX, LA
TRANQUILLITE, ON N'A PAS LE
CHOIX :
IL FAUT MENER AVEC NOUS LA
BATAILLE POUR LES DROITS, POUR
LA JUSTICE ET L'EGALITE !**

- Il faut exiger l'arrêt des contrôles et, si on y assiste, ne pas rester indifférent !

- Il faut s'organiser pour résister aux attaques du gouvernement sur le logement et la santé !

Dans cette situation difficile de persécution incessante, nous avons décidé de continuer la bataille pour les droits pour tous.

Rajoutez-vous !

Le Rassemblement des sans-papiers, ouvriers, gens d'ici et leurs amis

Tout vieux militant le sait bien, lorsque la petite bourgeoisie descend dans la rue, c'est que le prince est devenu pingre, c'est que les grands bourgeois se révèlent oublieux de leurs serviteurs. C'est un peu ce qui se passe ces temps-ci. Après les médecins, les avocats et les restaurateurs, ce sont les chercheurs qui se sont mis à arpenter le pavé et à courir les plateaux télé, tout outragés de devoir en venir à manifester comme le petit peuple des petites mains.

Démissionnaires virtuels

A lire les journaux, à gober la télé, on pourrait croire que le petit monde de la recherche est en ébullition, que la résistance est héroïque et brave avec, pour arme fatale, la démission des directeurs et autres encapés. Au risque de décevoir les amoureux de la fronde et de la contestation radicale, il convient de rappeler la triste et misérable réalité du glorieux combat.

En premier lieu, il ne s'agissait pas pour ces directeurs -qui servent d'ordinaire si bien l'Etat et l'industrie- de quitter leur poste de fonctionnaire, mais plus modestement de ne plus signer les divers documents administratifs que leur hiérarchie (composée essentiellement d'autres chercheurs) leur réclame. Mais il faut reconnaître que "démission" sonne mille fois mieux que "grève administrative". La "communication" dans le combat, ça compte !

En second lieu, il nous faut signaler que si effectivement plusieurs milliers de chefs et de sous-chefs de tous poils ont effectivement envoyé une lettre de démission, très peu l'ont mise à exécution. La cause invoquée ? Ils attendent la réponse de leur hiérarchie, car ils n'ont pas le droit de ne plus assurer leurs fonctions de direction sans en avoir reçu l'autorisation ! Signalons que la direction du CNRS et celles de plusieurs Universités ont effectivement répondu aux lettres de démission, en indiquant tout simplement qu'elles les refusaient.

Combatifs mais disciplinés, la plupart des petits chefs continuent donc de signer les actes administratifs et à faire tourner la machine. Après les grèves par

procuration, les grévistes-non-grévistes qui manifestent les jours de RTT, voici les démissionnaires virtuels !

Depuis quelques jours court sur le web -ce lieu idéal de la contestation radicale sans effet ni éclaboussure- un appel à la formation de comités de réflexion et de proposition sur le devenir de la recherche. Tout est déjà prévu : une organisation pyramidale et centralisée à partir de comités locaux, une répartition des rôles entre le groupe "Sauvons la recherche", les syndicats réformistes - qui enfin rattrapent le wagon-, les associations d'étudiants et même des professionnels du privé. Les thèmes de discussion sont déjà définis : le statut et la rémunération des thésards (étudiants qui rédigent leur thèse), la création de postes de titulaires, l'évolution des carrières, l'évaluation des chercheurs et même, démocratie oblige, un débat ouvert sur le thème "recherche et société".

Le vieux militant le sait : rien de tel que des débats et des comités parisiens pour préparer des négociations annonçant que nos braves chercheurs en lutte virtuelle arrêteront de lutter pour une poignée de pognon et quelques promotions.

Domage ! Il y avait pourtant tant à dire, tant à questionner sur cette recherche dite publique qui nous fabrique à grands coups de progrès des lendemains de plomb. Qui décide des programmes de recherche ? Vous ? Moi ? Non, les chercheurs eux-mêmes et leurs alliés, les banquiers, les élus et les patrons. Tandis que "Sauvons la recherche" hurle à la disparition de la recherche publique, les intérêts privés depuis belle lurette pillent, dirigent, financent, orientent et censurent la recherche publique.

Alors qu'une majorité de personnes se méfient des OGM et des apprentis sorciers du génome, les décideurs d'Etat et les firmes privées multiplient les programmes de recherche en génomique. Masqués derrière la thérapie génique, ce sont des centaines de millions d'Euros qui sont investis pour produire et contrôler toujours davantage. Quant aux recherches sur les risques des OGM sur la santé et sur l'environnement, seuls quelques programmes cache-misère sont financés comme à titre d'alibis démocratiques. Même chose en matière de pollution et de risque industriel. Au sein d'un même organisme de recherche publique, on peut trouver de vastes et coûteux programmes visant à développer de nouveaux modes de production d'énergie nucléaire et des petites équipes misérables, cherchant avec les moyens du bord, à évaluer les risques liés au nucléaire.

Mais cela, les chercheurs en colère n'en parlent pas ou très peu. Et s'ils en parlent, c'est pour dire que le problème les dépasse, tout en se dépêchant d'ajouter que seuls des spécialistes et des chercheurs ont la compétence nécessaire pour parler de l'avenir de la recherche. Un petit groupe de chercheurs de l'Université Libre de Bruxelles a commis un tract satirique et fort judicieux intitulé "Sauvons la recherche... d'elle même", qui se conclut ainsi : "Toute année perdue par la recherche est une année gagnée pour la société". Les chercheurs n'ont pas ri, mais le vieux militant, oui !

Paul

CHEMINOTS : Le code de déontologie est arrivé.

Actuellement, le "Sarkozisme", avatar de la société sécuritaire, qui vise à restreindre toutes les libertés individuelles, gagne la SNCF.

Après la chasse aux "usagers fraudeurs", le flicage s'étend aux cheminots eux-mêmes à travers des examens médicaux qui font l' amalgame entre vie privée et vie professionnelle : tu n'as pas le droit en dehors du lieu de travail de prendre un médicament quelconque pour te calmer le stress que la vie engendre ; fais gaffe également de ne pas trop boire lors de l'assemblée générale de ton club des "Joyeux Boulistes", et surtout de ne pas fumer un petit joint. Si tu as besoin de te détendre, regarde TF1 ou raconte ta vie au médecin ; elle est à lui comme elle appartient à cette société de flics. Mais la grande nouveauté, c'est le "Code de Déontologie". C'est nouveau, ça vient de sortir, sous forme d'un petit opuscule distribué à tous les cheminots.

Pour la SNCF, la "déontologie", c'est tout simple : c'est l'obligation faite aux cheminots de la fermer. Un bien grand mot pour une vilaine chose !

"Déontologie", ça sonne mieux que "Règlement intérieur", ça vous donne presque un petit air de profession libérale... mais c'est au nom de la "déontologie" ferroviaire qu'il est interdit désormais aux cheminots de critiquer la SNCF en dehors de l'entreprise (et, à l'intérieur de celle-ci, c'est tout aussi risqué !). Avis donc à ceux qui pourraient avoir la mauvaise idée d'expliquer aux usagers que s'ils n'en finissent pas d'attendre aux guichets, ils le doivent à l'organisation interne qui fait la part belle à la prolifération de petits, moyens et grands chefs qui n'ont pas d'autres qualités que d'être hiérarchiquement supérieurs. Avis à ceux qui auraient envie de critiquer l'omniprésence du TGV, grand consommateur d'énergie nucléaire, au détriment des lignes classiques qui périclitent. Oû à ceux qui poseraient des questions sur les relations entre gestion des dessertes locales (maintenant dévaluée aux politiciens des conseils régionaux) et désertification des campagnes.

(D'après des infos de la CNT-AIT Cheminots, Amiens)

Le patron du mois



Circulaire authentique accompagnant le bulletin de salaire de décembre 2003 d'une PME Toulousaine du secteur alimentaire, trouvée dans une poubelle près de la boîte.

"A l'ensemble du personnel. Pour l'année 2004, un grand changement est nécessaire : 2003 aura été l'année des profiteurs en tout genre, au détriment de la société. De nombreuses primes sont parties en fumée à travers des gâchis divers, sabotage des camions, heures supplémentaires bidons (actes de présence) récupérations non faites, maladies bidons, gâchis de matière (100 kg de beurre), produits dépassés dans les frigos, envoi de pâte, gâche de farine, prémixes non utilisés périmés, prud'hommes perdus à cause du manque de rigueur de l'encadrement etc...

L'esprit d'entreprise doit s'améliorer, les mauvaises langues doivent se taire et collaborer au renouveau de l'entreprise.

Je compte sur la solidarité de tous les gens

intelligents pour m'aider à mettre de l'ordre dans l'entreprise et mettre fin au bordel organisé, entretenu par les profiteurs et les médiocres (trop intelligents pour l'entreprise et "trop cons" pour aller ailleurs).

La rigueur dans le travail est la seule solution pour générer un meilleur travail, améliorer les résultats de l'entreprise qui pourra mieux motiver ceux qui le méritent et qui fait avancer l'entreprise.

J'invite les personnes qui veulent réussir avec moi à m'aider dans cette tâche en dénonçant à l'encadrement le mauvais esprit et l'anti-jeu systématique de certains qui pénalisent tout le monde.

Tout n'est pas négatif et je remercie les gens qui me font confiance et compte bien leur rendre.

C'est pourquoi nous devons nous mobiliser afin de gagner notre bataille pour le futur qui s'annonce pas mal.

De nouveaux clients sont là, aussi bien à ... que dans les magasins. Le renouveau a commencé et un potentiel important est devant nous.

Mon avenir et celui de ma famille est dans cette entreprise et nous comptons réussir et faire réussir ceux qui nous font confiance et fidèle à la devise de Guillaume d'Orange ("Il est inutile d'espérer pour entreprendre ni de réussir pour persévérer"), nous réussirons." #

RÉFLEXIONS INSPIRÉES PAR UNE EXPÉRIENCE DOULOUREUSE AU TRAVAIL DANS UN MILIEU PSYCHO- MÉDICO-SOCIAL

Ces attitudes ou mauvais traitements vont de la négligence, l'irrespect, jusqu'à la violence verbale ou physique. Ce que j'ai vécu m'a profondément bouleversée et rendue malade. Angoisse, dépression réactionnelle grave et prise de poids dangereuse (27 kg en 3 ans).

Ce qui m'importe aujourd'hui, c'est de comprendre comment on en arrive à de telles attitudes, à de telles situations.

Au départ, nous sommes bien tous construits à partir de la même matière, nous ressentons tous plus ou moins les mêmes besoins : physiques, besoin d'être rassurés, d'être reconnus, etc. Nous évoluons ensuite, pour différentes raisons, de différentes manières : intellectuels, affectifs, etc. Nous parvenons à réaliser que nous ne sommes qu'une petite partie d'un tout et que le champ de ce qui nous différencie les uns des autres (évolution avancée dans tel ou tel domaine par exemple) est infime par rapport au champ de nos faiblesses, difficultés, ignorances...

Probablement qu'une personnalité immature ne permet pas de considérer l'autre comme son semblable. Le manque de considération ou de respect pour la personne reconnue déficiente découlerait-elle de cette immaturité ?

Malheureusement, lorsque l'entourage n'est pas là ou ne peut contrôler et empêcher les dérives, toutes les perversités peuvent s'épanouir dans ces milieux fermés.

J'ai été embauchée dans un lieu où étaient hébergées des personnes de tous âges, malades ou handicapées physiques et/ou mentales. Je fus stupéfaite, en arrivant, du sort réservé à ces personnes : logements vétustes et insalubres, traitements violents et dégradants. J'ai témoigné de cette situation et de ces traitements devant des instances officielles.

Ces témoignages n'ont jamais été remis en cause. Cependant, cela m'a valu sanctions, mutations de services, harcèlement en tout genre. Je tiens à disposition observations et différents courriers et témoignages. Il serait trop long ici d'énumérer ces observations.

De l'école en passant par l'armée, les prisons, etc., lorsqu'une personne est en position de soumission, elle est en danger.

Or, que fait-on pour y remédier ? Il semble que, malgré beaucoup de réticences, les établissements s'ouvrent vers l'extérieur et que les usagers puissent parfois donner leur avis.

Cependant, il semble aussi que, pour une question d'économie, les difficultés ou la maladie ne soient pas reconnus ou tendent à être minimisés.

Ainsi, on oriente des personnes relevant de soins psychiatriques vers les établissements sociaux ou éducatifs, où bien souvent, la personne est jugée responsable de son état et doit absolument être "rééduquée" et "réinsérée".

Qu'est-ce que la formation éducative ? L'expérience que j'en ai m'a plutôt horrifiée, je cite : "L'éducateur est le garant du respect de la loi et des établissements. L'éducateur doit lui-même se soumettre à la loi de l'équipe et de sa hiérarchie, il doit faire corps avec elle." En formation, le correcteur d'un devoir devrait retrouver les mots clés du cours. La personne à former doit absorber les certitudes, son jugement personnel n'a que peu de valeur.

D'ailleurs, en ce qui me concerne, les témoignages de mauvais traitements que je rapportais dans mes observations et qui auraient dû faire bondir les formateurs et diligenter une enquête, étaient considérés comme

faute grave. "On ne conteste pas les "méthodes" pratiquées dans les établissements. Vous insurger, ce n'est pas faire de l'éducatif, vous n'avez pas l'esprit d'équipe". Ma formation n'a donc pas été validée !

Dans l'établissement, l'idée que l'on se fait de la prise en charge de la personne déficiente (le mot soin n'est pas utilisé) relève plutôt de ce que j'appellerais du dressage. "Un résident doit être obéissant et servile". Ce qui n'empêche pas de se gargariser de mots tels que "autonomie". En fait, ils sont autonomes lorsqu'ils ne nous pompent pas trop l'air. Ainsi, ils peuvent balayer, transporter le linge sale sans que l'on se préoccupe du sens que cela peut avoir. Exemple : balaye-t-il parce qu'il aime la propreté, parce qu'il est obligé, parce qu'il est heureux de se rendre utile ? Cela n'a aucune importance, pourvu qu'il obéisse.

Nous pouvons transporter les ballots de linge sale sur des chariots, c'est moins lourd et plus hygiénique que de les porter contre soi. Pourquoi imposer ces contraintes ? "Parce que dans la vie, il faut bien des contraintes". Ils doivent travailler "parce que dans la vie, il faut bien travailler et qu'ici, ce n'est pas le club Med" !

Sens du travail, sens des contraintes... qui se préoccupe de réfléchir sur la signification de ces notions chez les personnes dont nous avons la charge ?

C.

pilule amère

Pour qu'un médicament soit commercialisé, il faut qu'il reçoive l'autorisation finale de l'EMA, l'agence européenne du médicament. Il faut savoir qu'en 2002, 72.2 % du financement de l'EMA provenait de l'industrie pharmaceutique, ceci d'après le New England Journal of Médecine, peu suspect de propagande anticapitaliste. Voilà déjà de quoi laisser peu d'illusions sur ce que nous consommons pour nous soigner.

La paperasse en surnombre, censée légitimer la mise sur le marché d'une nouvelle spécialité permet surtout 'd'emballer', de rendre présentable les essais comparatifs réalisés par les laboratoires avec l'aval de l'EMA et finalement de mettre sur le marché des médicaments plus lucratifs qu'utiles.

Dans le meilleur des cas, c'est-à-dire pour certaines classes pharmaceutiques particulièrement dangereuses, on compare le nouveau médicament, celui qui est à tester, avec un ancien médicament dont on est censé connaître l'efficacité, les effets secondaires et la tolérance chez l'homme par des études antérieures. Loin de mettre sur le marché des médicaments plus sûrs, plus efficaces, ces essais cliniques basés sur l'équivalence permettent de vendre des médicaments qui ressemblent à l'ancienne spécialité de très près : de 1995 à 2000, 74 % des nouveaux médicaments commercialisés ont été des me-too, c'est-à-dire de simples copies qui n'apportent aucune innovation mais qui permettent, grâce à une nouvelle appellation du produit, de le vendre beaucoup plus cher que le "vieux" médicament. C'est l'exemple d'un test à la tuberculine purifiée, Ventoux®, mystérieusement disparu des étagères des officines pharmaceutiques au profit d'un "nouveau" test dont la seule "innovation" est le prix, quatre à cinq fois supérieur au précédent.

Là n'est pas la seule mystification que permettent les essais comparatifs validés par l'EMA. Les effets secondaires des nouveaux produits peuvent être largement inconnus puisqu'il peut suffire que deux médicaments aient moins de 50 % de différences pour qu'ils puissent être déclarés équivalents.

Voilà ce qui se pratique de mieux en terme d'évaluation du médicament ! Car la plupart de nos futures thérapies sont soumises à des contrôles moins durs. Plutôt que de le comparer à un médicament de référence, ayant une efficacité avérée dans la pathologie testée, les labos préfèrent le comparer à un placebo (c'est-à-dire à une substance dont on sait par définition qu'elle n'a aucune efficacité réelle)... ou comment baisser la barre pour mieux sauter !



Sur le plan de la sécurité individuelle, il faut savoir que les personnes participant aux essais cliniques dont il est question ci-dessus ne sont pas informés que leur "collaboration en tant que cobaye" ne sert pas à l'amélioration de leur propre santé ni à la santé publique mais juste à la commercialisation d'un médicament de plus.

De plus, une nouvelle drogue n'est pas toujours testée sur sa capacité à guérir la maladie et à baisser la mortalité. Elle peut l'être sur des "critères intermédiaires". Par exemple, on peut autoriser la commercialisation d'un "anti-diabétique" qui n'a pas d'efficacité directe contre cette maladie mais qui est censé faire perdre du poids. Dans ce cas, il peut être bien plus efficace -et moins risqué- pour le patient de suivre un régime que de prendre ce médicament !

C'est ce que souligne la revue "Prescrire", une des rares publications médicales encore indépendantes des laboratoires pharmaceutiques : "Un observateur ingénu ne pourrait qu'être surpris de la situation actuelle. Les inhibiteurs calciques sont parmi les médicaments les mieux vendus au monde (parmi les 10 meilleur chiffres d'affaire) alors que leur rapport bénéfice/risque reste incertain et que l'on dispose dans leurs principales indications de médicaments mieux validés. Cette incohérence souligne la complexité des rapports entre l'industrie, les médecins prescripteurs, les universitaires et les autorités administratives. L'intérêt du patient n'est pas toujours le principal critère de décision". Faut-il s'en étonner vraiment ? Dans un système qui transforme tout -y compris la santé des gens- en marchandise, le profit maximum est le seul intérêt qui anime les décideurs et leurs complices.

Religions : crimes contre l'humanité

Pendant que certains se réjouissent de l'interdiction du port du voile à l'école, que d'autres croient gagner le paradis en déchiquetant des quidams qui allaient bosser, que d'autres encore voient en tout Arabe un poseur de bombes, que les médias s'acharnent à entretenir la terreur, l'école de la république met tranquillement au programme l'enseignement de la religion judéo-chrétienne, sous prétexte que cela fait partie de "notre" histoire et de "notre" culture. Et tous les collégiens de trouver les "dix commandements" dans leurs manuels scolaires ! Il n'y a pourtant pas de quoi être fier de cette calamité qu'est la religion ! Combien de guerres, de croisades, de massacres et de génocides sous couvert de religions ? De combien de morts et de nouveaux malades du sida le pape, bien que sénile et grabataire, est-il chaque jour responsable ? Combien d'hommes et de femmes exploités, résignés à cause de cette "culture", qui n'est que la culture de la soumission entretenue par les religions et leurs représentants autoproclamés ? Combien d'existences gâchées par la mainmise des religions sur notre vie, interdisant tous les plaisirs et particulièrement les plaisirs sexuels ? Combien d'hommes et de femmes sont-ils ainsi religieusement castrés ?

Les religions sont l'outil d'aliénation le plus puissant, utilisé de tous temps et par tous les pouvoirs. Elles naissent toujours des questions et des peurs existentielles qui se posent à tous les humains. Comment accepter d'exister, le temps d'une vie, avant de n'être plus rien, de ne plus être du tout ? A quoi tout cela sert-il ? Pourquoi existons-nous ? Il me paraît évident que tout cela ne sert à rien et qu'il n'y a aucune raison à notre existence. Nous vivons pour un temps, et nous en avons conscience, c'est pourquoi nous nous posons toutes ces questions. La vie de chacun n'aura que le sens qu'il voudra bien lui donner. Mais ces réponses sont-elles acceptables ? Les religions préfèrent répondre par de grossiers mirages : la réincarnation, la résurrection, le paradis... C'est grotesque et ridicule, mais tellement plus séduisant, que ça marche ! Depuis que l'être humain a conscience d'être, il s'est inventé une autre existence après la mort et des puissances divines pour diriger sa vie, sa mort, les forces de la nature, bref, pour se rassurer face à sa mort inévitable... Toutes les religions imposent aux hommes qui espèrent leur protection, la soumission la plus totale à ces puissances, mais les religions monothéistes sont allées plus loin dans l'aliénation en imposant le respect d'un seul dieu, à la fois bienveillant et terrifiant. Cela ressemble étrangement à la toute puissance d'une mère vue par son nourrisson : elle peut lui apporter un bien-être total quand elle satisfait ses besoins, mais elle peut tout aussi bien le lui refuser (quand elle le laisse seul, quand elle ne peut l'empêcher d'avoir mal quelque part...). Il me semble que l'énorme succès des religions "du livre" vient de ce qu'elles nous rappellent cette toute première expérience que nous partageons tous.

Mais leur succès vient aussi de leur utilité pour les pouvoirs en place : se soumettre à un pouvoir politique n'est pas très différent de se soumettre à un dieu tout puissant et à ses représentants. Dans de nombreux pays, le pouvoir politique est



directement légitimé par le pouvoir religieux (religion d'Etat). Mais même quand ce n'est plus le cas, leurs liens restent étroits, comme on le voit aujourd'hui en France, où le lobby catho est très présent dans toutes les instances de décision et où il défend ardemment sa chapelle. Sinon, pourquoi verrions-nous subitement ce retour de textes religieux dans les écoles, pourquoi cette tentative de considérer l'embryon comme un véritable être humain (alors qu'il n'en est jamais que les prémisses et qu'il n'est pas plus précieux que les milliards de spermatozoïdes et d'ovules "gaspillés" chaque jour sur terre) ? Tout ça pour bien nous rappeler qu'il nous faut nous soumettre à l'ordre établi, aux règles morales dont la religion revendique le monopole, cette religion pour sado-masochistes qui déclare "mal" tout ce qui fait du bien et "bien" tout ce qui est répression du désir de vivre.

Tout ce qui maintient les humains dans la soumission à un pouvoir, d'où qu'il vienne, est à détruire. Les religions et leurs prêtres sont coupables de prôner l'aliénation, de servir le pouvoir et de profiter eux-mêmes de ce pouvoir. Et si leur dieu existait ? Eh bien, pour toutes ces raisons, et comme le disait Bakounine, "il faudrait s'en débarrasser !".

Nadine

REFLEXIONS MILITANTES

Depuis quelques années, il est clair que l'anarchisme, qu'il dérange ou séduise, croît en influence et quitte le niveau hyper-groupeuscule. Mais prudence : la maturité fait encore défaut, ce qui laisse la porte ouverte aux récupérations et manipulations. Au cours du FSL (Forum social libertaire), les débats collectifs auxquels j'ai pu participer ou les discussions que j'ai pu avoir individuellement m'ont en effet convaincu que le mouvement libertaire ne pourra se développer que s'il résout "sa question syndicale".

Pendant des décennies, les libertaires ont essentiellement milité dans les grandes confédérations syndicales (FO, CGT, CFDT), participant à conduire le mouvement social dans l'impasse. Les conclusions ont été tirées, bien que tardivement, et ce sont maintenant les organisations qui utilisent le sigle 'CNT' qui regroupent la majorité des libertaires. Ce pas, très positif, n'est cependant qu'un premier pas. Car il ne suffit pas bien entendu d'un sigle pour résoudre les problèmes. Or les problèmes qui se débattent actuellement sont d'importance. Deux d'entre eux me semblent capitaux.

Le premier est celui de l'idéologie. Parmi les choses que j'ai entendues par exemple au cours du Forum Social Libertaire qui s'est tenu voici quelques mois à Paris, une était frappante : l'accusation récurrente, faite à la CNT-AIT, d'être "idéologique". Cette accusation était émise par des militants qui se réclamaient de l'a-politisme, de l'a-idéologisme ou d'un syndicalisme révolutionnaire devenu très réducteur. La première question à débattre est donc de savoir si une CNT doit (et même peut) être a-idéologique ou, au contraire, se positionner en tant qu'organisation anarchosyndicaliste.

La deuxième question, qui n'est pas sans lien avec la précédente, est celle du nombre. En l'espèce ce ne sont pas les chiffres triomphalistes avancés par certains (bien qu'il s'agisse de fariboles dont les auteurs ne mesurent pas le ridicule) que je voudrais discuter ici mais l'influence du modèle d'organisation sur le nombre et sur l'évolution de la structure. Sur ce plan aussi deux conceptions s'opposent dont l'une vise à reprendre le modèle traditionnel, commun à toutes les confédérations syndicales existant actuellement en France.

LA QUESTION DE L'IDEOLOGIE : ANARCHOSYNDICALISME OU SYNDICALISME A-IDEOLOGIQUE ?

L'homme pense, élabore des concepts, des valeurs éthiques, ... en un mot, donne du sens à ce qu'il vit. Le "sociétal" est le produit d'intérêts, de valeurs, d'idéologies philosophiques ou religieuses. Il n'y a pas "d'en soi" sociétal mais du "pour soi". Les capitalistes

qui déclarent que "l'état naturel de la société est le marché" ont une position purement idéologique ; tout comme les déistes qui proclament des "vérités révélées".

Bref tout discours sur les choix de société est idéologique. Car seule l'idéologie permet de saisir, d'élaborer du sociétal. Dire le contraire, c'est nier la liberté de l'homme, naturaliser les faits et choix sociétaux et exclure la culture.

Constatons d'ailleurs que tout groupe qui poursuit un but social ou politique est mû par une idéologie, qu'il s'en réclame ouvertement ou qu'elle soit implicite. Le syndicalisme n'échappe pas à la règle. Comme les autres forces sociales, il est à la fois production et producteur d'idéologie.

Sur ce plan, largement exploré par les sciences sociales, la seule véritable question est de savoir ce que cache un syndicalisme qui se prétend a-idéologique. Deux grandes hypothèses peuvent être avancées, qui méritent la discussion.

La première est tout simplement que ce syndicat a-idéologique est un simple conglomérat d'individus qui n'ont pas grand chose en commun. Il n'a aucune capacité pour élaborer une idéologie même relativement simple. Un débat un peu profond sur quelque problème sociétal d'envergure que ce soit le ferait exploser. Ou bien, hypothèse tellement proche qu'elle constitue une variante de la précédente, qu'il a tellement intégré l'idéologie dominante qu'il ne peut plus s'y soustraire et qu'il se satisfait d'un profil revendicatif (éventuellement d'un syndicalisme de lutte) mais sans remettre en cause le principe même de l'exploitation (comme le font aux USA des syndicats hyper-activistes dans la forme et hyper-réformistes dans le fond). Dans tous les cas, une telle organisation, un tel syndicalisme n'a aucune portée révolutionnaire et probablement peu d'avenir à terme.

La deuxième grande hypothèse est que l'organisation soi-disant a-idéologique subit en fait un travail d'anéantissement théorique de ses options de départ pour le compte d'une autre force (qui pratique dans le syndicat l'entrisme, le noyautage). Le refus affiché de l'idéologie et l'apolitisme sont alors la marque de cette prise en main de l'intérieur. L'expérience sur ce point est ancienne. En France, la "Charte d'Amiens" (1906) qui prétendait aux principes

SUITE PAGE 14

de neutralité, d'apolitisme, d'indépendance et de non-intrusion entre les sphères d'activité du syndicat (revendications salariales immédiates...) et les partis (auxquels reviendrait le choix de société et sa future gestion) a assuré successivement le triomphe des réformistes puis des marxistes-léninistes dans le mouvement social. Car, en fait d'indépendance, tout le monde sait que les partis contrôlent les syndicats. Ce qui n'est pas étonnant : les staffs des uns et des autres partagent la même idéologie, la même psychologie ; et les individus qui les composent ont souvent une double adhésion (parti/syndicat). Plus prosaïquement leurs intérêts bien compris sont les mêmes..

Mais les conséquences de ce "neutralisme" syndical sont graves. D'une part, les syndicats sont pilotés de l'extérieur et servent de masse de manœuvre aux organisations politiques, d'autre part, couper en deux le champ social, le "dichotomiser" entre parti et syndicat, entraîne la fragmentation d'une lutte (qu'il faudrait au contraire concevoir comme globale) en luttes parcellisées, fractionnées sur de multiples terrains. Les luttes de l'entreprise ne recoupent pas celles de la cité, ce qui a pour résultat final d'empêcher la majeure partie de la population de saisir l'exploitation dans sa globalité ainsi que les rapports entre l'idéologie, l'économie, le politique... Le syndicalisme a-politique, a-idéologique contribue donc au maintien de l'oppression et à l'affaiblissement du prolétariat.

C'est contre cette conception que s'élève l'anarcho-syndicalisme. Celui-ci reconnaît que la société actuelle est façonnée par trois grands types d'ordres : idéologique, politique, économique.

De facto, la société dans laquelle nous vivons s'organise sur la base de l'exploitation d'une classe sociale. Cette organisation découle de la co-action dans le monde entier des trois ordres : économique (capitalisme, quelle qu'en soit la nature juridique), politique (étatisme, quel qu'en soit le régime), idéologique (domination, quelles qu'en soient les variantes), ce qui les rend consubstantiels au système social en vigueur. On observera qu'ils se corroborent et se pérennisent dans leurs modes et rapports. Car la propriété ou l'usage des moyens appartient à des minorités privilégiées qui décident et maintiennent l'immense majorité de la population dans des rapports d'exploitation. Dès lors, ne viser à changer, pour des raisons tactiques, qu'un seul des trois ordres est une erreur, car les deux autres ordres travaillent à rétablir continuellement celui qui se trouve momentanément en situation de faiblesse. Choisir un seul angle d'attaque, c'est, on le comprend dès lors, s'engager dans l'impasse du parcellaire et du fragmentaire.

Ce biais est aggravé par le réductionnisme cognitif (c'est-à-dire une pensée qui se limite, se spécialise,

voit tout à travers le prisme déformant d'un seul des trois ordres) dans lequel tombent alors les militants. Comment en effet comprendre le tout par une de ses parties seulement, alors qu'il s'agit en l'occurrence d'analyser les actions propres et réciproques, les interactions, les co-actions, les rapports dynamiques et dialectiques du tout et des parties ?

Bien que d'autres facteurs interviennent, c'est bien principalement la résultante des trois ordres qui a unifié notre système social. Par contre-coup, toutes les actions et modifications doivent être unifiées. A la connaissance holistique correspond l'action globale.

Le communisme libertaire, auquel se réfèrent les anarchosyndicalistes, formalise cette vision globaliste. Il propose sur le plan économique la socialisation (ou collectivisation) des entités économiques, sur le plan politique le fédéralisme des conseils territoriaux et sur le plan idéologique, une éthique égalitaire et libertaire.

LA QUESTION DU NOMBRE ET DE L'ORGANISATION

Vouloir construire une organisation numériquement importante, en s'inspirant des "grandes organisations" du paysage politique ou syndical actuel conduit à tout, sauf à la rupture. Remarquons en effet que tous ces mouvements s'accordent sur le principe organisationnel suivant : "une base, un sommet". Or, dans un tel modèle organisationnel, la base, même quand elle est consciente de ses intérêts, ne peut les défendre (que ce soit par faiblesse des moyens dont elle dispose, de temps, de connaissances, d'analyse, d'outils, etc.).

Quand une organisation, au départ libertaire ou anarcho-syndicaliste, s'éloigne des principes organisationnels qui devraient être les siens (c'est-à-dire, "ni sommet, ni base") et adopte dans les faits un modèle pyramidal, il s'en suit (comme dans les organisations autoritaires d'ailleurs) une diminution de l'activité générale de l'organisation et surtout de la capacité d'initiative de la "base". Pour faire face à cette diminution, la "solution" passe alors inévitablement par l'émergence puis le renforcement d'un staff, d'une équipe qui se trouve au sommet de la pyramide et qui dirige l'ensemble. Que ce staff soit composé de dirigeants bénévoles, d'élus, de permanents et autres salariés de l'organisation... ne change rien à l'évolution des choses. Progressivement en effet, c'est le staff qui impulsera l'essentiel de la vie de l'organisation.

Si quelque succès, même illusoire se produit, (création de structures, augmentation du nombre des affiliations...), le staff en tirera l'argument ad hoc pour renforcer les rapports verticaux de subordination, et, partant, son pouvoir sur l'ensemble de l'organisation. En l'occurrence, l'outil façonne progressivement le fonctionnement. L'organisation va se hiérarchiser puis

évoluer vers le réformisme, car c'est la pratique et non l'intention qui est déterminante. Le staff crée le staff en multipliant les réunions, les commissions, les actes administratifs, les structures internes et externes.

Rapidement, la question des moyens financiers nécessaires à l'existence du staff devient essentielle. Les cotisations, déjà insuffisantes dans les grandes organisations, ne peuvent suffire dans les petites à nourrir le staff. Restent les dons de militants -mais, dans des milieux populaires, ils sont nécessairement limités- et surtout, les subventions plus ou moins directes, les avantages "légaux" ou détournés (heures syndicales, indemnités d'activité syndicale, décharges, et les sièges dans de multiples fromages : comités d'entreprise, mutuelles, caisses de retraite, commissions paritaires, conseils d'administration d'organismes de formation, de Sécu, d'associations...). Une foultitude de structures, avec, en tête les collectivités territoriales, l'État et ses administrations, se prêtent à ce petit jeu. Tout cela permet de rémunérer des permanents déguisés (payés par la structure d'accueil, mais travaillant pour l'organisation politique ou syndicale).

Mais il ne faut pas oublier que tous ces organismes sont tenus par la bourgeoisie et les réformistes. Ils laissent faire les grenouillages, dont ils ne sont pas dupes, à condition que l'organisation ne soit pas au fond trop remuante, trop radicale, trop "lutte de classe". Comme les places dans tous ces fromages sont, en gros, au prorata de l'influence, le staff se doit de gonfler son organisation, ou du moins de donner l'impression qu'elle gonfle : multiplication de structures creuses, adhésions bradées, clientélisme, démagogie électoraliste... Bref, il lui faut du développement numérique.

Or, en l'état actuel de l'impact de l'idéologie dominante et du recul de l'identité de classe, tout discours révolutionnaire ou simplement de vérité est minoritaire dans la société. Un tel discours ne peut, en ce moment, permettre à une organisation d'atteindre une forte représentativité. Il faut, pour cela être consensuel, taire ou affadir toute posture radicale, opérer un glissement opportuniste et démagogique.

Si la bourgeoisie finance ces jeux, c'est qu'ils constituent un de ses meilleurs instruments de domination. Insensiblement, elle fait évoluer le syndicalisme d'opposition vers un syndicalisme de partenariat dont l'objectif devient d'empêcher l'apparition de toute radicalité chez les salariés, de les encadrer et de les discipliner. Le staff, mis en place au départ dans la louable intention de donner du dynamisme à l'organisation, renforce dans les faits un système pyramidal et droitier. Sa tendance est de devenir pléthorique et, par voie de conséquence, de pénétrer dans un nombre croissant de structures de cogestion. La puissance, les moyens, les privilèges des grandes confédérations qui ont toutes suivi ce chemin

(certaines, comme la CFDT, assez rapidement !) en font de véritables institutions. Leurs personnels rétribués (un peu par les adhérents, beaucoup par les subsides de l'État et du patronat) sont de quasi fonctionnaires. L'intégration ou la collusion avec la bourgeoisie dont ils sont les instruments a retourné le syndicalisme contre les salariés.

La conclusion : les organisations qui fonctionnent avec des staffs (qu'elles soient syndicales ou politiques) ont plus de moyens, mais sont par là même amenées à collaborer de plus en plus, à s'institutionnaliser et finalement, à faire reculer la condition des salariés. La "couleur" de départ importe peu, l'évolution est inéluctable.

Face à cette situation, l'électeur de base vote pour le moindre mal ou s'abstient (de plus en plus massivement : voir les élections prud'homales...). Les adhérents, plus impliqués soit se taisent, soit tentent de s'immiscer dans les affaires du syndicat pour le "réformer". Ne disposant pas de moyens, de temps, des informations nécessaires, les gêneurs qui s'engagent dans ce chemin sont vite renvoyés à leur rôle de simples cotisants. Car l'histoire enseigne que l'on ne réforme pas une organisation réformiste, verticalisée, bureaucratisée et que la lutte des classes est incompatible avec la collaboration de classe.

À l'opposé, l'organisation anarchosyndicaliste cherche en permanence à mettre en adéquation son projet, sa structuration et les moyens qu'elle préconise pour l'action sociale. Les initiatives, la construction des projets, leur réalisation doivent appartenir aux structures locales, non à un quelconque staff qui leur serait dans la réalité, quel que soit le discours pour masquer cette dernière, supérieur. Cela suppose un certain nombre de choses dont une me semble essentielle : l'adhésion doit y être consciente, c'est-à-dire faite en connaissance de cause, en connaissance ou au moins générale du projet anarchosyndicaliste. Car l'anarcho-syndicalisme de la CNT-AIT est complexe et synthétique, il n'oppose pas revendications immédiates et transformation sociale mais agit simultanément et dialectiquement sur ces deux objectifs, évitant le discursif et le verbalisme de l'idéologisme tout comme le pragmatisme plat du revendicatif même radical.

Bien que des aspects de cet article aient davantage à être plus développés, j'ai tenté ici de rompre avec la pensée spectaculaire qui sévit même dans les rangs libertaires, les dérives électoralistes qui y apparaissent (élections professionnelles, municipalisme, vote Chirac, etc.) et les confusions dues à des défauts d'étayage ou à des connaissances parcellaires, occultées par des slogans incantatoires.

Peut-être que certains découvriront d'ailleurs qu'ils partagent d'amples convergences avec les militants de la CNT-AIT. C'est ce que je souhaite, tout comme je souhaite que le dialogue se poursuive avec eux.

Jean Picard

COURRIER

UNE PENSÉE VIVANTE

"Dans le contexte actuel de montée du nationalisme et de l'intégrisme, il est utile de rappeler à chacun la position du fondateur de la langue internationale, le Dr Zamenhof. Invité au premier congrès de la Ligue mondiale des espérantistes Juifs, en 1914, celui-ci, lui-même d'origine israélite, avait en effet répondu : 'Je ne peux malheureusement vous donner mon adhésion. Suivant mes convictions, je suis 'membre de l'humanité' et je ne peux donc adhérer aux objectifs et idéaux particuliers de quelque groupe ethnique ou de quelque religion que ce soit. Je suis profondément convaincu que tous les nationalismes ne peuvent apporter à l'humanité que le plus grand malheur et que le but de tous les hommes devrait être de créer une humanité harmonieuse. Il est vrai que le nationalisme des peuples opprimés - en tant que réaction naturelle d'autodéfense - est plus pardonnable que le nationalisme des oppresseurs, mais, si le nationalisme des puissants est ignoble, celui des faibles est imprudent : ils s'engendrent l'un l'autre, se soutiennent mutuellement et constituent un cercle vicieux de malheurs dont l'humanité ne sortira jamais à moins que chacun d'entre nous ne sacrifie son propre égoïsme de groupe et ne s'efforce de se placer sur un terrain tout à fait neutre... Telle est la raison pour laquelle, bien que je sois déchiré par les souffrances de mon peuple, je ne veux pas me lier au nationalisme juif ; je désire seulement œuvrer en faveur d'une justice absolue entre tous les êtres humains."

M.

(Pour en savoir plus sur l'Espéranto : SAT-Amikaro, 67 avenue Gambetta, 75020 Paris, esperohm@club-internet.fr).

DES NOUVELLES DE RENE RIESEL

René RIESEL, qui vient d'être libéré ces jours derniers, nous a fait parvenir, juste après la publication de notre dernier numéro, la lettre-circulaire suivante :

"J'ai reçu depuis le 1er décembre dernier plus de 400 lettres et messages d'amitié, de sympathie et de solidarité, fréquemment accompagnés de timbres-postes, quelquefois de documents, de livres et même de mandats.

Il semblerait que la parution de quelques articles dans la presse explique partiellement, et suffise à entretenir, un si abondant courrier. Si certains de ces articles étaient honnêtes, d'autres n'étaient que confus. Mais d'autres encore, délibérément confusionnistes, ont assurément surpris la bonne fois de lecteurs dont il ne fait pas de doute que, plus véridiquement informés, ils se seraient avec raison dispensés de me témoigner une solidarité que tout dément, à commencer par ce qu'ils m'écrivent.

On devine mon embarras : outre la difficulté intrinsèque de répondre à tant de correspondants, que dire qui ne soit inutilement désagréable à ceux qu'on a trompés de la sorte ?

J'ai pris le parti de remercier, sans distinction, tous ceux qui se sont donné la peine de m'écrire et de demander aux amis qui se chargent de cet envoi d'y joindre l'avis de publication de mon dernier texte. Sa lecture devrait suffire à éclairer ceux qui n'auraient encore rien compris à ce qui précède. Pour les autres, qui savent tout cela, c'était évidemment inutile."

R.R., Maison d'arrêt de Mende, 28 janvier 2004

(Le texte de présentation du dernier ouvrage de Riesel, "Du progrès dans la domestication", aux Editions de l'encyclopédie des nuisances, est disponible sur simple demande auprès du C.S.)

PARIS DAKAR

"J'ai bien reçu le n° de février-mars du CS. En page 12, le titre

"Millau : Paris-Dakar annulé" m'a fait rêver, ayant milité pendant plusieurs années au Pa'Dak. Il aurait été plus juste d'écrire "Paris-Dakar, changement d'itinéraire". Les organisateurs, très méfiants, (et avec raison, avec les associations, syndicats... qui auraient envie de perturber le rallye), prévoient toujours plusieurs itinéraires, entre le lieu de départ et la frontière. Le maire de Millau et les organisateurs ont tout simplement décidé d'utiliser un autre itinéraire, mais le Paris-Dakar s'est déroulé normalement. Il n'a pas été annulé, hélas ! {...)"

T.



NON

À LA PEINE DE MORT LENTE

Joëlle Aubron, Georges Cipriani, Nathalie Ménigon, Jean-Marc Rouillan et Régis Schleicher, membres d'Action Directe, ont été condamnés dans les années 80 à de très longues peines de prison ou à la perpétuité assortie d'une peine de sûreté de 15 à 18 ans. Ils ont passé la majeure partie de leur détention à l'isolement dans les quartiers spéciaux, ces prisons dans la prison.

Régis Schleicher, qui a accompli sa peine de sûreté, a droit à la libération conditionnelle ; elle lui est refusée. Les quatre autres sont gravement malades : tumeur au cerveau pour Joëlle Aubron, troubles psychiatriques pour Georges Cipriani, plu-sieurs attaques cérébrales pour Nathalie Ménigon, cancer du poumon pour Jean-Marc Rouillan, mais aucun d'eux ne bénéficient de suspension de peine pour raison de santé. Régis Schleicher écrivait du fond de sa cellule d'isolement le 17 Mars 2004 : "L'État ne se trompe pas sur l'importance de la mise, qui nous expose dans sa "vitrine" carcérale comme une espèce d'entité prométhéenne. La prison nous dévore la vie et nous "expions" à la face du monde la praxis révolutionnaire dont nous avons été les sujets (...). Il existe un enjeu stratégique à nous utiliser comme vecteur de dissuasion en nous "exhibant" dans nos linéals de béton et d'acier (...)." Ils se sont opposés à la raison d'État ! L'État le leur fait payer : ils sont condamnés à la peine de mort lente.

L'ignoble Maurice Papon, fonctionnaire appliqué de la mort, coule une retraite paisible, pseudo grabataire libéré pour raison de santé. Il a servi la raison d'État ! L'État lui en sait gré !

Des comités de soutien se mettent en place dans plusieurs villes. Des politiciens, des organisations politiques, des personnages médiatiques commencent aussi à élever la voix pour réclamer la libération des cinq d'Action Directe.

Anarchosindicalistes, nous ne partageons ni l'analyse marxiste de la société faite par A.D., ni ses

conceptions et ses pratiques avant-gardistes. Nous ne partageons pas davantage les tactiques et combinaisons des politiciens et des partis qui du bout des lèvres commencent à demander leur libération. Mais tout comme le fait A.D., nous dénonçons l'État capitaliste et totalitaire et ses prisons. Comme le dit encore Régis Schleicher à propos de l'univers carcéral : "Il convient ainsi de lobotomiser les forces rebelles : car il y a toujours autant de raisons de se révolter, toujours plus d'exploités, de femmes harcelées, de travailleurs licenciés, d'immigrés sans papiers. Cette lobotomisation constitue in fine le seul moyen d'assurer la continuité et la reproduction du modèle dominant, de garantir l'exploitation et le pillage, autrement dit "la paix sociale"."

Jamais les prisons n'ont été aussi pleines, et l'État français a même innové en nommant un Secrétaire d'État à l'immobilier de la justice (aujourd'hui démissionnaire pour cause d'affairisme). Plus de 60.000 personnes croupissent dans les geôles de l'État français, la grande majorité en attente de jugement et pour des délits mineurs. Prisonnier politique ou prisonnier social, le prisonnier est une victime d'État, un homme ou une femme à la dignité et à l'humanité niées. Les lois sécuritaires se multiplient qui font de tout un chacun un suspect que l'État peut embastiller pour un temps inconnu au nom de la sécurité, de l'ordre social et marchand. Nous voilà tous taxés de "terroristes potentiels", alors que jamais cette planète n'a été tant pillée par la bourgeoisie internationale, alors que jamais les puissants et leurs

serviteurs n'ont autant fait régner la terreur à coups de guerres et de technologies meurtrières. Le comité de soutien aux prisonniers en lutte et aux révolutionnaires incarcérés revendique : La fin des longues peines, des peines de sûreté et de la perpétuité, la fin du mitard et des quartiers d'isolement, la libération des détenus malades avec l'application réelle de la suspension de peine pour raison médicale, le regroupement familial et le droit aux relations sexuelles, la libération des détenus ayant accompli leur peine de sûreté.

Non aux bastilles de la république, Non à la peine de mort lente !

Des militants de la CNT-AIT de Toulouse

(1) Pour information sur les comités de soutien : Défense Active, 80 rue Ménilmontant, 75020 Paris.



Maurice Papon, le grabataire le mieux portant de Franco, est sorti de prison depuis 561 jours. A peine 83 personnes ont bénéficié d'une mesure identique. Il y a des centaines de malades plus graves que Papon dans les prisons. Alors, M. Perben, pourquoi ne sortent-ils pas ? Il est donc plus grave d'être un prisonnier politique ou social que d'avoir participé à un crime contre l'humanité ?

2 avril 2004

TU VOTES ? ILS DÉCIDENT !

Les grands organisateurs de la société nous appellent à exécuter notre "devoir civique" : Pourquoi ont-ils besoin de nous ? Avons nous besoin d'eux ?

Voter, c'est cautionner la présence d'un Etat qui perpétue un système inégalitaire : De tous temps, les pouvoirs politiques de droite comme de gauche n'ont jamais établi de véritable égalité.

Voter, c'est être spectateur de sa vie : des inconnus vont décider pour nous. Depuis toujours ils abusent de notre crédulité, et nous devrions avoir confiance en eux ?!

Voter, c'est choisir pour "le moins pire"... mais sont ils foncièrement différents ? Tous veulent diriger nos vies car ils nous estiment incapables de le faire... bref, ils veulent garder les mêmes bases autoritaires du système : le changement est-il réel ? C'est bien eux qui nous envoient à l'école, au travail ou au chômage pour finir sa vie avec une retraite de misère... et à eux les privilèges ! Quels changements ?!?

« les promesses électorales n'engagent que ceux qui y croient »

Voter c'est alimenter le pouvoir de la "mafia gouvernementale" : en votant, nous légitimons la présence d'un pouvoir qui sera toujours éloigné de nos désirs et qui pourtant agira en notre nom. C'est donner à tous ces voleurs un chèque en blanc le temps de leur mandat : une fois au pouvoir, ils peuvent faire toutes les saloperies qu'ils veulent sans que nous puissions donner notre avis (flics dans les écoles et lycées, attaque de libertés fondamentales, pouvoir aux patrons, incarcérations, expulsion des "étrangers"...). La liberté, ce n'est pas d'élire ses maîtres : c'est de ne pas en avoir !

Voter, c'est l'expression d'une crainte.

Abstention !

Pourquoi et pour quoi faire ? Nous



nous abstenons car nous refusons de nous asservir volontairement à un pouvoir. L'abstentionnisme est le départ d'une révolte, il exprime le désir d'un autre futur.

Quel futur ?

Il sera ce que l'on en fera ensemble, donc il reflètera nos choix et nos envies. Il n'y a pas de raison pour qu'une minorité dirige la majorité : l'autogestion permet de mettre en pratique cette volonté de démocratie directe issue des aspirations de la population. Nous pourrions par exemple grâce aux assemblées générales souveraines et les réunions comme lieux de débats, de réflexions et de décisions organiser la société.

Vivre sans chef, ni Etat, ni patron, ni argent n'est pas une utopie, c'est l'anarchie ! C'est un désir qui n'existera qu'à travers nos actions et non pas par les élections. Le pouvoir détruit nos vies : détruisons le pouvoir !!!

#Tract, Jeunes Libertaires de Toulouse.

LE TRAVAIL C'EST LA SANTÉ ?

Réactionnaires d'aujourd'hui, politiciens démagos, nostalgiques de l'ordre ancien, journalistes en croisade, tous s'accordent sur le grand thème à la mode ces temps-ci, sur LA solution à tous les maux : comme disait Pétain (ou Raffarin, je sais plus) il faut remettre la France au travail et en finir avec la civilisation des loisirs. Ah, qu'il est loin le temps où les fiers ouvriers travaillaient de tout leur cœur, vivaient une vie saine et ne se plaignaient pas car il savaient que si on les faisait travailler autant, c'était bon pour eux ! Aujourd'hui les employés ne veulent plus travailler, ils préfèrent être oisifs ou ne bosser QUE 35 heures, ah les feignants ! Ils préfèrent se ruiner la santé et la vertu plutôt qu'aller abattre leur labour quotidien ! Les imbéciles ! Seulement voilà messieurs, sachez que votre vision idyllique de la France d'autrefois, en plus d'être du révisionnisme historique est une aberration scientifique. Pas besoin d'avoir fait fac de médecine pour s'en rendre compte : LE TRAVAIL TUE à petit feu (ou plus vite : 2 morts par jour en France d'accident du travail).

Les problèmes qu'entraînent tous ces boulots de merde très souvent inutiles sont multiples. Ils sont d'abord physiques dans les métiers manuels : douleurs au dos, fatigue, cancers dû aux produits toxiques inhalés, au stress... Tout étudiant qui s'est retrouvé un jour à faire ce genre de boulot à la con pour payer ses études voit de quoi je parle, tout ouvrier aussi (et n'importe qui a pu voir ses parents se tuer à la tâche, sauf les fils de patron) ! Ces problèmes physiques ont des conséquences directes sur la vie des personnes : on n'arrive plus à faire certaines choses de la vie courante parce que notre état

SUITE PAGE 19



physique ne nous le permet pas.

Les professions qui échappent à la plupart des efforts physiques (informaticien, secrétaire...) ne sont pas moins exemptes de graves problèmes de santé. A Toulouse, la section spécialisée dans le soin des maladies dues au stress du travail a une liste d'attente de plusieurs mois. Il Anxiolytiques, anti-dépresseurs, Valium, caféine à outrance sont les drogues officielles dont des milliers de travailleurs sont gavés afin de tenir des horaires impossibles et une pression psychologique qui dépasse souvent le supportable. Les étudiants, souvent vus comme des privilégiés, n'échappent pas à la règle. Les deux années que j'ai passé à la fac m'ont permis de le constater : énormément d'étudiants se droguent d'une façon ou d'une autre pour tenir. Moi qui ai toujours refusé cela (même le café) j'ai dû rater énormément de cours où j'étais pourtant présente parce que je m'étais profondément endormie sur la table. Les lycéens, collégiens et écoliers subissent aussi ce genre de choses à la différence que ce n'est pas toujours de leur propre volonté : combien d'enfant et de jeunes sont déclarés "hyperactifs" (les salauds, ils ne supportent pas de rester assis toute la journée à écouter débiter des choses sans intérêt !) et drogués aux médicaments pour rester calmes ? Je vous pose une question : où en est-on quand un enfant de 8 ans est labotomisé par les cachets, tout ça pour être dans la norme fixée par l'éducation nationale ? Combien de soi-disant maladies psychologiques ont-elles été inventées pour cacher les réactions de survie de travailleurs de tout âge, développées contre un travail qui leur vole jusqu'à leur propre santé ?

Les usines qui explosent ne sont pas les seules entreprises qui tuent ! Eliminons le capitalisme avant qu'il ne nous élimine !

#, texte du journal des Jeunes libertaires⁹

Cénétistement vôtre

DEBAT PUBLIC A TARBES

Comme nous l'annoncions dans notre précédent numéro, un débat public a été organisé le 14 février dernier à Tarbes par la CNT-AIT sur le thème de l'abstention. L'atmosphère a été assez passionnée, le débat animé et intéressant, tout cela dans une ambiance respectueuse. Une réunion très positive donc, mais il faut pour laquelle il nous faut signaler un incident : un journaliste de "La Nouvelle République", qui n'a pas assisté à cette réunion, s'est permis de faire un article dénaturant les objectifs et les pratiques de la CNT-AIT. Rappelons qu'en Midi-pyrénées, la CNT-AIT en tant que telle a décidé de ne pas donner d'interview, de refuser les sollicitations des journalistes et de ne communiquer avec la presse que par des communiqués écrits. De nombreuses raisons expliquent notre position : cohérence avec notre critique générale des médias, refus de la manipulation médiatique (et du fait que les journalistes "trient" dans ce qui est dit), refus de l'émergence (même involontaire) de porte-paroles ou de leaders...

THESSALONIQUE

L'Union locale CNT-AIT de Toulouse a été heureuse d'accueillir un des prisonniers, qui, après sa mise en liberté à Thessalonique, était de passage en France pour se rendre en Espagne où il réside. Ce compagnon a pu nous apporter ainsi des informations récentes sur la situation du mouvement libertaire en Grèce et la rencontre a été l'occasion d'un échange de vues sur l'anarchosyndicalisme.

ESPAGNE : PROCES CONTRE 105 MILITANTS CENETISTES

Le 1er mars a commencé un procès fleuve intenté par l'État espagnol à plus de cent militants anarchosyndicalistes. Il leur est reproché d'avoir organisé le 5 décembre 1999 une occupation du Conseil économique et social, haut lieu de la collaboration de classe, puisque c'est là que se signent les accords entre les syndicats d'intégration (UGT et Commissions ouvrières) et l'État. Cette manifestation avait été violemment réprimée, de nombreux compagnons étant blessés par les forces de "l'ordre". 117 militants furent arrêtés, 105 passent en procès. L'objectif de l'action était de protester contre le refus de l'État de restituer à la CNT son patrimoine historique. Il faut savoir en effet que, lorsque Franco prit le pouvoir, outre les persécutions infligées à la population en général et aux militants de la CNT en particulier, il s'empara de tous les locaux et bien des syndicats pour les offrir à la Falange Española (le parti fasciste).

A la mort du dictateur, l'État avait convenu de rendre à chaque syndicat les locaux qui lui avaient appartenu au moment de leur confiscation par Franco. Si l'UGT se vit restituer, dès 1986, ce qui lui avait été pris par les fascistes -et même bien au delà-, il n'en fut pas de même pour la CNT. Quelques bribes de son patrimoine lui ont été restituées, pour le reste, force est de constater que, soixante ans après que l'État franquiste l'ait spoliée, l'État démocratique continue la même politique.



#

PREMIER MAI, 12 H 30, PLACE ST SERVIN

Chaque année, la CNT-AIT de Toulouse marque le 1er Mai, journée internationale de solidarité entre tous les opprimés, par un rassemblement autonome.

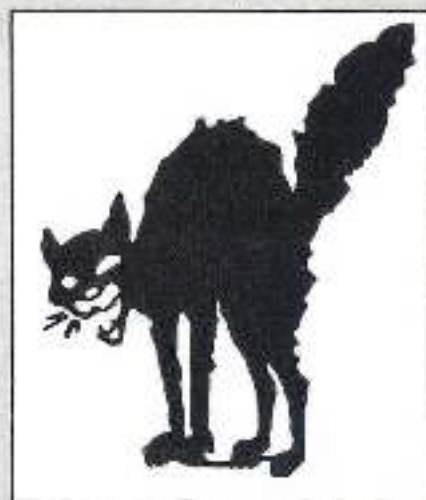
Depuis 1996, nous tenions ce rassemblement sur la dalle de Bellefontaine, dans le quartier du Mirail. Cette dalle est actuellement en cours de destruction.

Cette année, notre rassemblement, qui prendra la forme d'un repas solidaire et convivial, déménage donc. Il aura lieu sur le parvis de la place St Sernin, au milieu du marché populaire de brocante qui s'y tient le samedi.

Rendez-vous donc samedi 1er mai à 12 h 30 pour une petite

Bouffe Révolutionnaire !

(Attention, aucun transport en commun ne fonctionne le 1er Mai à Toulouse, n'hésitez pas à nous contacter si vous avez un problème pour venir)



CONTACTS

TOULOUSE

CNT AIT, 7 rue St Rémésy, 31000 TOULOUSE
05 61 52 86 48

Permanence publique, au siège du syndicat, tous les samedis de 17h à 19h (la rue St Rémésy est parallèle à la rue Pharaon)

Tables de presse :
Tous les dimanches à partir de 10h30 : marché aux puces Saint-Sernin
Tous les mercredis entre 12h30 & 13h30 : R.U du Mirail (section universitaire ATOS et JL)
Samedi 24 Avril à partir de 16h00 : quartier des Izards, devant les commerces.

MONTAUBAN

CNT AIT b.P. 158, 82001 Montauban cedex

Table de presse tous les samedis à partir de 10h30 : marché Prox Paris

TARBES

Table de presse un dimanche par mois de 10 à 12 h. : marché aux vêtements (halle Mercadiou).

QUERCY ROUERGUE

Ecrire à la CNT-AIT de Montauban qui transmettra.

CONTACTS JEUNES LIBERTAIRES

Le samedi (15/19 h), 7 rue St Rémésy à Toulouse.
Site : <http://anarchie.net/jeuneslibertaires>
E-mail : jeuneslibertaires@free.fr

publications

Le nouveau B.I.B [Bulletin Inter Boîte] vient de paraître

Des infos de boîte à afficher dans la vôtre, puisque le BIB est un journal mural. Au sommaire : "La casse des travailleurs ne fait que renforcer la rareté du travail", "Mairie de Toulouse : Médiathèque", "Mairie de Blagnac : les Rois de la Mairie", "Collège de Bagatelle : UNSA, syndicat enseignant qui n'en veut qu'à ton argent", "Campus de Rangueil : faut-il sauver la recherche ?". Pour se le procurer, pour participer aux prochains numéros : CNT-AIT, 5 impasse des Alouettes, 31700 Blagnac.

à venir

Commémoration
Lundi 19 juillet 2004, Toulouse. Manifestation de **COMMÉMORATION DE LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE.**

Campings
Du 27 au 31 juillet 2004, camping des Jeunes Libertaires & 1er au 7 août 2004, camping de la CNT_AIT. L'occasion de rencontres et de débats entre militants et sympathisants. Tous ceux qui sont intéressés sont invités à prendre contact avec nous ou avec les JL dès à présent.

communiqué

"Défense active" (voir en page 17) nous communique qu'un rassemblement est organisé à Marseille, samedi 17 avril à 17 heures, salle NAZLAB, rue Barthélémy, Métro Réformés (2^{ème}).